

TOMATE, SARDINE, POMME DE TERRE...

Les prix reculent

Baisse de tension au niveau des marchés des fruits et légumes. La «chute» des prix des légumes, affichée en cette fin de semaine, a redonné du souffle aux ménages.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -

La pomme de terre, considérée ces derniers temps comme la reine des légumes, occupe toujours la tête du peloton à la hausse comme à la baisse. Ainsi, après avoir franchi le seuil des 80 DA le kg, le tubercule chute à moins de 30 DA. Dans certains marchés de la capitale, il a été vendu à 28 DA. La tendance à la «réduction» ne s'est pas limitée à la seule pomme de terre. Les prix de l'oignon, du poivron, du piment, de la salade et de la tomate pour ne citer que

ceux-là connaissant la même baisse.

Dans le sillage de cet «effondrement» des prix, celui de la sardine a sensiblement chuté. En effet, après avoir fixé la barre haut durant plusieurs mois, soit à 300 DA le kg, la sardine de Zemmouri, poisson bleu le plus prisé des Algérois, est descendue ce week-end à 200 DA le kg. La cause ? Chacun y va de ses explications et commentaires. Le printemps qui s'est définitivement installé en constitue la principale raison. «Ce n'est pas la seule cause», diront cer-

tains commerçants. Pour ces derniers, la chute du prix de la pomme de terre est la conséquence de la quantité importante de ce produit récolté en avril dernier. «La production de la pomme de terre de saison, dont la récolte a débuté la mi-avril dernier, est supérieure à celle enregistrée l'an passé. Cette quantité va automatiquement se répercuter sur les prix de ce produit sur les marchés», explique-t-on. Selon le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, les prix de la pomme de terre vont chuter davantage jusqu'à atteindre 30 DA, voire 25 DA sur le marché de détail. Il y a moins d'un mois, rappelons-le, le prix

de ce légume a atteint des hauteurs vertigineuses, frôlant les 100 DA le kg dans certaines régions. Pourtant, le problème ne résidait pas dans la quantité. Le département de Rachid Benaïssa comme son prédécesseur Barkat a toujours dénoncé la responsabilité des spéculateurs.

Selon les prévisions du ministère, cette production de saison (mi-avril à août) sera supérieure à la moyenne habituelle. «Cet accroissement dans la quantité revient aux superficies plantées pour cette période qui sont également en hausse par rapport à l'année dernière. Elles dépasseront les 50 000 ha, alors que les planta-

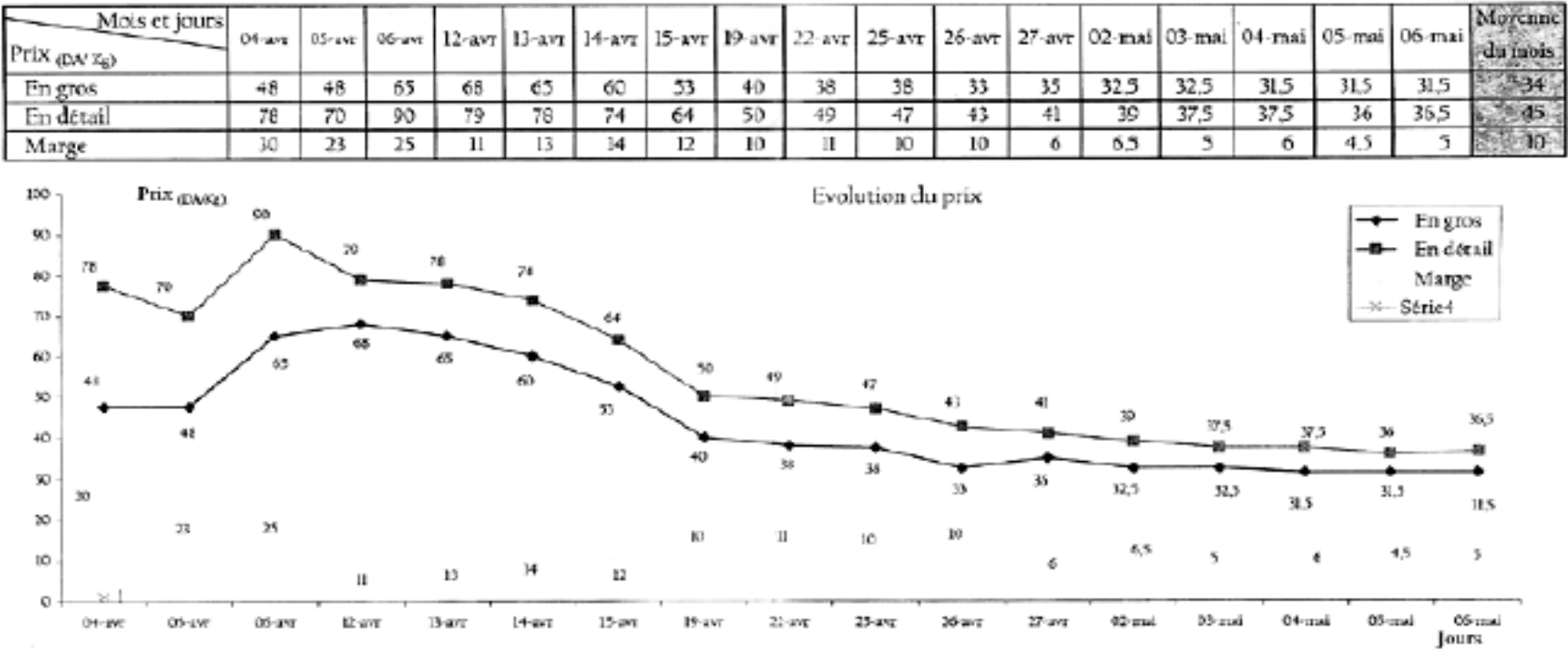
tions ne sont pas encore achevées dans certaines régions du pays», ajoute-t-on. Ceci dit, afin de préserver les intérêts des agriculteurs en cas de chute importante des prix et éviter de fortes fluctuations des prix de ce tubercule sur le marché, les pouvoirs publics ont élaboré, l'année dernière, un système de régulation des produits agricoles de large consommation (Syrpalac). Cette opération a été lancée en juillet 2008, au moment d'une forte chute des prix de la pomme de terre, qui commençait sérieusement à menacer les revenus des agriculteurs, le Syrpalac avait permis de stocker jusqu'à mi-

août une quantité de 121 000 tonnes.

La chute du prix de la pomme de terre a provoqué celle des autres légumes. «On a comme l'impression que les prix des autres légumes sont indexés sur le prix du tubercule», indique-t-on. «La tendance sera maintenue en l'état. Le beau temps et l'abondance de l'eau sont autant de facteurs qui maintiendront durant plusieurs mois la tendance à la baisse des prix des légumes. Même les prix des fruits en subiront les conséquences. L'année agricole 2009 sera similaire à celle enregistrée en 1998», affirme-t-on.

A. B.

Tendance des prix de gros et de détail de la pomme de terre au niveau de la wilaya d'Alger, mois d'avril et mai (au 6 du mois) 2009



Observations :

- * Le prix de gros de la pomme de terre a connu une baisse de 16 DA/kg par rapport au 4 avril dernier.
- * De son côté, le prix de détail, lui aussi, a connu une baisse de 41 DA/kg par rapport au 4 avril dernier.
- * La marge bénéficiaire a connu une baisse de 25 DA/kg par rapport au 4 avril dernier, elle représente ainsi 14 % du prix de détail.

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

Les importateurs pris de court

La nouvelle note du ministère du Commerce entrée en vigueur le 5 mai, qui fait obligation aux importateurs de rédiger la déclaration d'importation, présentée en trois exemplaires, par microordinateur et qui doit comporter tous les renseignements sur le produit importé dont les différents contrôles de conformité auxquels le produit a été soumis ainsi que la signature et le cachet humide du gérant de l'entreprise, a, semble-t-il, pris de court les transitaires. Ces derniers étaient, en effet, nombreux à se voir éconduits hier par les services de l'Inspection aux frontières du contrôle de la qualité et la lutte

contre la fraude du port d'Alger relevant du département du commerce pour non-conformité du dossier fourni (mauvaise rédaction de la déclaration d'importation ou absence de certificat de conformité ou de qualité). Habituellement à lever leurs containers sans fournir au préalable ces documents, les importateurs devront désormais fournir toutes les pièces justifiant la conformité du produit importé avec les normes nationales (certificat sanitaire, phytosanitaire, d'origine...) dont les références doivent être clairement portées sur la déclaration d'importation. «Pour les produits dont l'Algérie

ne dispose pas de normes, on appliquera les normes européennes car elles sont les plus sévères», a insisté le ministre du Commerce El-Hachemi Djaâboub en visite hier au port d'Alger. Selon le ministre, cette nouvelle mesure vise à identifier le volume et l'origine des importations de l'Algérie et par là même lutter contre la fraude et la contrefaçon. Un phénomène qui touche tous les produits et qui prend de l'ampleur à la faveur de l'ouverture du marché. Au niveau de l'Inspection aux frontières du contrôle de la qualité et la lutte contre la fraude du

port d'Alger, qui reçoit quotidiennement trois cents dossiers, 34 agents se chargent de contrôler administrativement mais aussi sur le terrain, les containers qui transitent par le port d'Alger, et ce, tous les jours de la semaine y compris le week-end. Un travail qui se fait par ciblage et de visu puisque le scanner ne traite que 30% des containers transitant par l'espace portuaire de la capitale. Néanmoins, force est de constater que des insuffisances subsistent dans le contrôle des produits manufacturés et autres machines industrielles en raison, notamment, de l'absence de moyens de contrôle et de vérifi-

cation des normes. Un état de fait qui a pour conséquence l'inondation du marché national par des produits contrefaits. A ce propos, El Hachemi Djaâboub a annoncé la création en 2010 d'un laboratoire national d'essai et de contrôle de produits manufacturés à Mahelma de même que le recrutement durant les cinq prochaines années de 7000 agents de contrôle et de répression des fraudes. D'autres mesures pour lutter contre la contrefaçon sont également annoncées dont une rencontre avec les concessionnaires automobiles.

Lotfi Mérad